



## Appel contre le démantèlement du service public d'orientation de l'Éducation nationale

Le 26 Juin dernier le Ministre de l'EN a présenté le rapport commandé à 3 inspecteurs généraux (P Charvet, M Lugnier et D Lacroix). Celui-ci est censé améliorer l'information des élèves, désormais confiée aux régions, l'accompagnement de l'élaboration des projets d'orientation et la réussite de tous les jeunes quelle que soit leur origine sociale.

Force est de constater que les préconisations, si elles sont suivies par le Ministre, ne permettront pas d'atteindre ces objectifs. Elles vont au contraire faire disparaître le service public d'orientation de l'EN en fermant les CIO, refondre les missions et la raison d'être des PsyEN EDO en les transformant en « ingénieurs en orientation », chargés essentiellement de mettre en œuvre les plans d'actions régionaux, assujettir l'orientation aux résultats scolaires et aux besoins d'emplois dans les territoires.

Les arguments présentés pour défendre cette réforme ne sont pas crédibles :

- Les CIO coûteraient trop cher ? Mais le gouvernement fait le choix d'investir 70 millions d'euros dans l'aide aux start up et plateformes numériques sur l'orientation. Avec ce budget on pourrait maintenir tout le réseau actuel des CIO !
- Les PsyEN EDO ne seraient pas assez proches des élèves ? En quoi le seront-ils davantage, éparpillés dans différents lycées mais ayant toujours 3 ou 4 établissements en charge et 1500 élèves en moyenne !
- Les élèves seraient mieux accompagnés par la création d'une certification de professeurs ou de CPE à l'orientation ? En quoi l'instauration de ces référents formés en quelques semaines serait-elle préférable à l'accompagnement que peuvent fournir des psychologues, spécifiquement formés à la question des choix d'orientation à l'adolescence ?
- Les inégalités criantes en matière d'orientation seraient corrigées ? Comment le croire quand les seuls critères deviendront les résultats scolaires et les offres de formation et quand l'information sera pilotée par les branches professionnelles et des organismes mandatés par les régions ? Quelle objectivité garantir, quel souci du pluralisme quand l'ONISEP est démantelée !

Cette réforme présentée comme moderne n'est qu'une reprise du projet de professeur conseiller et de conseiller professionnel préconisé par le Ministre Peyrefitte en 1967 ! La volonté d'imposer une régionalisation et une privatisation de l'orientation scolaire qui motive ce rapport doit être abandonnée.

Les signataires appellent solennellement le Ministre à ne pas détruire à nouveau un service public de proximité fragilisant ainsi l'accompagnement des jeunes pour leur orientation et ouvrant la porte aux organismes privés et aux risques de pression et de manipulation sur les élèves les plus modestes.

Je soutiens le maintien du service public d'orientation de l'EN, de ses CIO et je demande une augmentation des recrutements de PsyEN EDO pour qu'ils puissent assurer pleinement leurs missions.

